

ACTION URGENTE

HONDURAS. DES TRAVAILLEUSES DU SEXE ATTAQUÉES ET TUÉES
Une travailleuse du sexe transgenre a été retrouvée morte à San Pedro Sula, dans le nord du Honduras, le 7 janvier. Neuf homicides de travailleuses du sexe ont eu lieu dans cette ville depuis début décembre. Il faut que les autorités mènent de toute urgence une enquête exhaustive sur ces attaques.

Le 7 janvier au soir, **Marco Noé López Castillo**, une travailleuse du sexe transgenre, a été abordée par un véhicule gris dans une rue du quartier de Barandillas à San Pedro Sula, où elle travaillait habituellement. Selon les informations parues dans les médias, un groupe d'hommes tenant des armes et portant des gilets pare-balles et des passe-montagnes l'a fait monter de force dans le véhicule. Vers 5 heures du matin, son corps a été retrouvé dans un sac plastique sur une route d'El Playon, un autre quartier de San Pedro Sula. Elle avait été étranglée et ses bras et ses jambes étaient liés derrière son dos. Dans le cadre de l'enquête en cours, la police a indiqué que plusieurs voitures avaient roulé sur le corps.

Depuis début décembre, les violences visant les travailleuses du sexe sont en augmentation à San Pedro Sula. Le 30 décembre, cinq d'entre elles ont été attaquées devant un bar du centre-ville où elles travaillaient. Un monospace transportant au moins quatre passagers les a approchées et quelqu'un a ouvert le feu dans leur direction. **Irina Marisela García Maradiaga** (23 ans), **Irma Melisa Benítez Lewis** (21 ans) et **Sandra Liseth Aldana Perez** sont mortes sur le coup. **Gabriela Alejandra Osorto** (21 ans) a succombé à ses blessures le lendemain, tandis que la cinquième femme a survécu. Deux semaines auparavant, aux premières heures du 13 décembre, quatre travailleuses du sexe ont été tuées dans le quartier de Medina (centre de San Pedro Sula). Dans des circonstances encore peu claires, plusieurs hommes sont sortis d'un monospace et se sont disputés avec elles tout en braquant des pistolets sur elles. L'altercation a duré quelques minutes, puis les hommes ont abattu **Ana María Sánchez Zaldívar** (37 ans), **Doris Malene García** (30 ans) et **Milagro Rosario Bonilla** (52 ans). La quatrième femme du groupe, **Zoila Yamileth Sánchez Zaldívar** (30 ans), a été enlevée avant d'être retrouvée morte par balles dans le quartier d'El Polvorin. Les médias ont également signalé cinq homicides de femmes entre le 30 décembre et le 3 janvier à San Pedro Sula et ailleurs dans le département de Cortés.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à mener une enquête indépendante, impartiale et approfondie sur les homicides de travailleuses du sexe et d'autres femmes à San Pedro Sula et ailleurs dans le département de Cortés (en citant les noms susmentionnés), et à traduire en justice les responsables présumés ;
- priez instamment le directeur de la police de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher de nouvelles attaques et protéger les travailleurs du sexe qui pourraient être exposés à ce type d'agressions ;
- rappelez aux autorités que, conformément aux normes juridiques nationales et internationales, elles doivent renforcer et faire appliquer tous les mécanismes de prévention des crimes de haine visant les personnes LGBTI et des violences à l'égard des femmes et des jeunes filles.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 21 FÉVRIER 2014 À :

Procureure régionale
 Diana Elvir
 Fiscalía Regional del Ministerio Público
 Bo. Lempira, 10 y 11 calle, 5ta y 6ta
 Ave., Edificio Fernandez Guzman,
 San Pedro Sula, Honduras
 Fax : +504 2553 6314 (dites « *tono de fax* »)

Formule d'appel : Sra. Coordinadora Regional de Fiscales, / Madame,

Directeur de la Police nationale
 Ramón Antonio Sabillón Pineda
 Director de la Policía Nacional
 Secretaría de Estado en el Despacho de
 Seguridad, Plantel Casamata, subida al
 Picacho,
 Tegucigalpa, Honduras
 Fax : +504 2220 1711

Formule d'appel : Estimado Sr. Director, / Monsieur le Directeur,

Copies à :
RedTraSex Honduras
 Red Trabajadoras Sexuales de Honduras
 Comercial La Ronda
 2 Nivel
 Tegucigalpa, M.D.C.
 Honduras
 Courriel : redtrasexhonduras@gmail.com

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays.
 Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
 INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

HONDURAS. DES TRAVAILLEUSES DU SEXE ATTAQUÉES ET TUÉES

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Selon les statistiques officielles, le taux d'homicides au Honduras en 2012 était le plus élevé du monde, avec 85,5 homicides pour 100 000 habitants. La violence à l'égard des femmes et des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) est monnaie courante dans le pays. Selon les organisations de la société civile, au moins 606 femmes ont été tuées en 2012, un record depuis 2005.

En novembre 2013, Amnesty International a adressé une lettre ouverte aux candidats à la présidence avant les élections, afin qu'ils s'engagent à prendre des mesures pour résoudre la crise des droits humains. Parmi les préoccupations évoquées figurait la question des violences à l'égard des femmes et des personnes LGBTI.

Amnesty International demande que les autorités honduriennes traitent de toute urgence le haut niveau de violence faite aux femmes et aux jeunes filles. Elles doivent garantir l'accès en toute sécurité aux services de santé sexuelle et reproductive, y compris l'accès légal et efficace à la contraception d'urgence. Elles doivent avancer dans l'élaboration et le renforcement de protocoles spéciaux pour traiter la question de la violence à l'égard des femmes et des jeunes filles sous toutes ses formes. Elles doivent en outre assurer l'accès effectif à la justice et la protection des femmes victimes de violence, notamment en menant des enquêtes satisfaisantes intégrant une dimension de genre et en veillant à ce que les responsables présumés soient punis. Le Honduras doit ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Les personnes LGBTI restent une cible de la discrimination et de la violence au Honduras. Tout crime commis à l'encontre de la population LGBTI doit faire l'objet d'une enquête, être puni et donner lieu à des réparations en bonne et due forme. Les récentes réformes du Code pénal, notamment l'article 321 qui prévoit des sanctions pour ces crimes et tous les crimes de haine, doivent être mises en avant et protégées afin que la norme puisse être maintenue et appliquée efficacement. Il faut que les autorités du Honduras renforcent et protègent les progrès institutionnels déjà réalisés en enquêtant sur ces crimes, en punissant leurs auteurs présumés et en veillant à ce que des réparations soient accordées. Elles doivent promouvoir, garantir et mettre en œuvre des protocoles spécifiques permettant un accès équitable et impartial à la justice aussi bien au stade de l'enquête que durant le procès et au moment du jugement pour les crimes de haine. L'article 321 du Code pénal, qui reconnaît et sanctionne actuellement les crimes de haine, doit être mis en avant et respecté.

Noms : Marco Noé López Castillo (transgenre, identifiée comme une femme), Irina Marisela García Maradiaga (f), Irma Melisa Benítez Lewis (f), Sandra Liseth Aldana Perez (f), Gabriela Alejandra Osorto (f), Ana María Sánchez Zaldívar (f), Doris Malene García (f), Milagro Rosario Bonilla (f) et Zoila Yamileth Sánchez Zaldívar (f).
Transgenre femme, femmes